



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 122 - Janvier/Février 2004

COMME PAR HASARD, COMME PAR EXPRÈS

Le monde tablait sur une paix proche au Soudan, que Bush voulait utiliser dans son discours sur l'Etat de l'Union en janvier, et voilà que comme par hasard, comme par exprès, le premier vice-président Taha qui négociait avec le chef de l'Armée de Libération (ALPS) Garang, laissant là les pourparlers, partit brusquement en pèlerinage à la Mecque avec sa délégation, pèlerinage qui n'est obligatoire qu'une fois dans la vie. De là à redouter que cette suspension ne corresponde à une rupture des pourparlers, il y a un pas que certains n'hésitèrent pas à franchir, d'autres pensaient que Khartoum voulait temporiser jusqu'aux éventuelles élections irakiennes du printemps puis aux élections américaines de novembre 2004 dans l'espoir que Bush serait battu aux présidentielles, d'autres enfin que Taha avait voulu se donner le temps de la réflexion. L'ordre vint-il de Khartoum ? Un fait est certain, les Américains ne viendront pas harceler Taha à la Mecque.

Outre son sort personnel si Garang devient premier vice-président, les méditations de Taha pourront porter sur les milices Nouer qui ont repris leurs combats fratricides dans le Haut-Nil Ouest, entre les tenants d'un rattachement à l'ALPS et ceux qui, dans le peu d'amitié qu'ils portent à Garang, préfèrent rester avec Khartoum. L'ALPS a aussi des problèmes en Equatoria. Qu'est-ce que Taha serait susceptible de tirer de cette situation ? Ses réflexions pourront porter éminemment sur le Darfour, qui est une blessure profonde pour les Soudanais : les difficultés avec le Sud sont connues depuis 1955, pas celles au Darfour. Les combats y sont de plus en plus violents (*lire infra Darfour*) et sauf pour l'Etat à prendre au sérieux les négociations, ils peuvent durer. On sent chez les Américains la crainte que la fin de la guerre du Sud ne serve de catalyseur pour un nouveau chapitre sanglant au Darfour et le désir d'élargir au Darfour les négociations avec le M/ALPS. Dans ses cauchemars, Taha imagine peut-être le Sud réclamant l'indépendance dans six ans et demi lors du référendum et attirant alors à lui par la guerre toutes les régions du Soudan défavorisées, le Darfour, mais aussi les régions Béja des collines de la Mer Rouge, et *tutti quanti*. Que peut-il faire pour contrer cette catastrophe ? Il semble avoir au moins deux fers au feu : repousser les pourparlers avec le Sud tant que la question du Darfour n'est pas réglée de préférence par la force, solution peu plausible, ou amener aux négociations du Sud un soit-disant délégué du Darfour en la personne de Diraij, un homme politique de l'opposition, Four exilé, que Taha a rencontré au Kenya, qu'il pourrait exhiber aux Américains et se proposerait de manœuvrer. Diraij aurait accepté.

Pourtant Taha et Garang semblaient avoir préalablement bien travaillé. Malgré la déclaration de Béchir le 13 janvier contraire à toute transaction sur les trois zones disputées entre le Nord et le Sud, puisque l'IGAD, médiateur n'a aucune autorité pour s'en occuper, ils étaient parvenus à un accord sur deux d'entre elles, les Monts Nouba et le Nil Bleu Sud. Cela donne d'ailleurs à penser : Béchir a-t-il perdu toute autorité ? Déjà, en août, il avait proclamé la liberté de la presse ; les forces de sécurité eurent tôt fait de lui infliger un démenti cinglant. Quoi qu'il en soit, les deux régions bénéficieraient d'autonomie et d'une consultation populaire. Il n'a pas été dit sur quoi porterait la consultation : l'appartenance au Nord ou au Sud ? un autre point ? Le problème posé par la troisième région, Abyei est plus délicat car elle est censée être riche en pétrole. Des ministres soudanais en visite à Paris ont déclaré qu'Abyei dépendrait de la présidence de la République, donc aussi du vice-président et que Garang serait vice-président. Toutefois aucune autre source n'a confirmé ces dires. Et, faut-il le dire, rien de tout ceci n'est signé.

Auparavant un grand pas avait été franchi avec la signature, le 7 janvier, de l'accord sur le partage des richesses. Pendant les seules six années de transition, les revenus pétroliers et non-pétroliers seront partagés moitié-moitié. Il est à regretter que des assurances d'utilisation des fonds pour le développement n'aient pas été précisées. Probablement aucun des deux négociateurs n'en voulait. Une Commission Nationale du (*suite page 3*)

S O M M A I R E

Paix

Comme par hasard, Comme par exprès p. 1

Bételgeuse

Harcèlement américain p. 4

Voeux

p. 3

Droits de l'homme

Nord p. 2

Sud p. 3

Les femmes du Sud IRIN p. 6

. *Qualité de vie*

. *Risques à la naissance*

Darfour p. 5

Intensification de la guerre

Droits de l'homme et humanitaire

désastreux

La faute des voisins

Larmes de crocodile de Béchir

Pétrole et économie p. 7

Un nouveau terrain de chasse p. 4

Opposition p. 8

Terrorisme p. 4

Politique Etrangère p. 8

Militaire p. 5

Droits de l'Homme... Droits de l'Homme... Droits de l'Homme...

L'état d'urgence qui existe depuis 1999, a été renouvelé. La requête que Béchir en fit au parlement arguait que la paix avec le Sud n'était pas encore signée et que le Darfour le confrontait à une nouvelle rébellion. Sur 336 députés, 213 votèrent pour le renouvellement 2 contre, trois s'abstinrent. Apparemment 118 députés étaient absents lors de cette importante décision. **L'état d'urgence donne à Béchir et aux forces de sécurité des pouvoirs illimités pour arrêter des gens, les détenir indéfiniment, fermer les journaux et dissoudre le parlement.** Une figure de l'opposition qui a requis l'anonymat a déclaré que ce renouvellement indiquait que le gouvernement se préparait à effectuer plus d'arrestations et de détentions parmi l'opposition, particulièrement au Darfour. Toutefois, Béchir aurait envoyé une lettre au parlement affirmant que l'état d'urgence serait suspendu si la paix intervenait dans le Sud.

Le Soudan cherche à faire relâcher ses nationaux prisonniers

- à Guantanamo : les autorités américaines auraient promis que des officiels soudanais pourraient les rencontrer ;
- en Irak : les autorités américaines auraient promis de libérer « certains d'entre eux » (AFP 28 01).

John Garang a décidé de relâcher ses prisonniers de guerre et a pris contact avec la Croix-Rouge pour ce faire (BBC 9/10 01). Apparemment le gouvernement n'a pas fait de prisonniers de guerre.

A l'étranger, le Liban a expulsé 157 prisonniers soudanais après qu'ils aient fini leur temps. Ils étaient accusés d'entrée illégale dans le territoire et de vols. Leur retour par avion a été réglé par Télé Lumière, une station de télévision chrétienne (AP 30 12).

Les demandeurs d'asile et les réfugiés politiques font en Egypte l'objet d'un racisme de plus en plus violent (IPS 30 12).

NORD

Presse Après l'annonce en août par le Président Béchir du rétablissement de la liberté de presse, le quotidien *Al Ayam* a été suspendu en novembre pour avoir « mis en danger la sécurité du Soudan » ; depuis le directeur de la publication, 85 ans, a été arrêté pour n'avoir pas payé ses taxes, puis relâché après avoir payé 40 000 dollars de caution. Le journal de langue anglaise *Khartoum Monitor* a été suspendu pour ne pas « servir la cause nationale des citoyens » : en fait il critique la situation au Sud Soudan. « Des investigations seront faites aussitôt que possible ». Trente-sept journalistes représentant 17 journaux politiques ont organisé un *sit in* au siège des deux journaux en signe de protestation. La suspension des journaux a provoqué les critiques de **l'ambassade des Etats-Unis** qui a déclaré que **les droits de l'homme étaient la première priorité [avant la paix !] concernant l'amélioration des relations des deux pays.** Le Soudan a répondu que ces suspensions n'avaient pas pour objet de réduire au silence « l'autre opinion » mais correspondaient à des lois et réglementations en vigueur (AP 29 11, DPA 15, 16 et 17 12, BBC 16 01). Après que des intellectuels aient plaidé en son nom, *Al Ayam* sera

autorisé à paraître après l'Eid el Adha (AP 25 01).

Le bureau à Khartoum de la chaîne de télévision *Al Jazeera* a été fermé, son équipement confisqué (un transmetteur et trois caméras, il n'est pas de petits profits) et son directeur, Islam Salih, arrêté, la Sécurité prétendant qu'il utilisait des informations fausses et que son analyse était biaisée, citant comme exemple la tuberculose, les victimes des mines anti-personnel et les événements au Darfour. [Ce dernier point semble le principal]. La chaîne rappelle que son principe est « l'opinion et la contre-opinion ». L'équipement a été confisqué sous prétexte qu'il n'aurait pas satisfait aux demandes de la douane, mais Islam Salih affirme avoir été emmené à la douane où le directeur aurait témoigné que les documents d'importation étaient en ordre. Le 23 12, la famille d'Islam Salih ne savait toujours pas où il était détenu et n'avait pas de droit de visite. Le Comité Arabe des Droits de l'homme a qualifié l'affaire de « mesure arbitraire ». Le 24 12 Islam Salih était relâché mais poursuivi pour avoir « terni la réputation de l'Etat et propagé de fausses nouvelles ». Et le 01 01, la Sécurité demandait au gouvernement de retirer sa licence à *Al Jazeera*. Finalement Islam Salih sera probablement jugé sur trois chefs d'accusation, avoir terni le « système » (probablement le régime), avoir rapporté de fausses informations, et avoir fait de l'obstruction à un officiel (AFP 17 12, 19 12 24 12, AP 19 12, *Al Jazeera TV* 17 12, 19 12, 23 12, QNA 01 01, BBC 14 01). **On peut se demander si la Sécurité n'a pas fait un pas de cleric. Quelques médisances étaient peut-être préférables à la fureur d'Al Jazeera contre le Soudan.**

Divers Une jeune fille sudiste de 16 ans, Intisar Bakri Abdelgader, a été condamnée à 100 coups de fouet pour avoir donné naissance à un petit garçon hors des liens du mariage. L'application de la peine a été repoussée au 23 janvier pour raisons de santé, puis sous pressions internationales, suspendue. Il reste à ce qu'elle soit commuée. L'avocat d'Intisar a déclaré qu'elle était chrétienne et ne pouvait être soumise à la *charia* (ce qui est faux, tous ceux qui vivent au Nord-Soudan y sont soumis). De plus, si sa mère est chrétienne, son père est musulman et d'après la *charia*, tout les enfants d'un musulman le sont. Des témoins ont affirmé que cette règle particulière n'était pas appliquée au Sud-Soudan. Intisar dit que sa mère a vainement tenté de pousser le père de l'enfant au mariage ; il a déclaré à la cour qu'il ne l'avait jamais vue et ne pouvait donc avoir couché avec elle. L'avocat envisage de demander l'examen de son ADN (AFP 22 12, diplomatic correspondant, Scotland 18 01, AI 22 01).

- Selon *Compass Direct news services*, à la veille de Noël **15 000 familles ont été chassées du camp de Wad al Bashir** à l'ouest d'Omdurman où **10 baraques à usage d'églises, écoles techniques, centres de santé ont été détruites.** On ne compte pas les boutiques et les latrines qui l'ont été également, tout ceci sans la moindre indemnisation. **Les personnes renvoyées** le sont dans **un lieu désert, dépourvu d'eau et sans aucun service** (BP 02 01).

- Un célèbre membre du parti communiste soudanais, **Mme Fatima Ahmed Ibrahim** est retournée au Soudan

qu'elle avait quitté volontairement lors du coup d'Etat qui porta Béchir au pouvoir. Elle a exprimé l'espoir d'unir les activités féminines au sein de l'Union des Femmes Soudanaises qu'elle avait fondé.

- Des **heurts violents** ont opposé les **étudiants** du parti au pouvoir à ceux du parti de Tourabi, dont huit ont été blessés, à l'université d'Omdurman, lors des élections qui ont été annulées (BBC 10 01).

- L'avocat Ghazzi Suleiman, un membre de l'opposition, a été autorisé à rendre visite à **19 prisonniers politiques** arrêtés en connection avec les **événements du Darfour**, après quoi il a déclaré qu'ils étaient **bien traités mais qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune enquête**. Dans ces conditions, Ghazzi a demandé à la Sécurité qu'ils soient relâchés ou présentés à la justice immédiatement. Ces détenus comprennent des anciens ministres, des enseignants à l'université et des membres du Congrès National Populaire (Tourabi). Le CNP a dit en décembre que 25 de ses membres avaient été arrêtés (Reuter 13 01).

- Des agents de la sécurité sont entrés de force dans les locaux de deux clubs de la communauté érythréenne à Khartoum et ont arrêté 15 de leurs employés (Web Shabait et BBC 15 01). La sécurité aurait obtenu une « information authentique » sur « l'espionnage » qui y était pratiqué (AFP 19 01).

SUD

Situation sanitaire dans le Sud. Selon l'OMS, le Sud-Soudan a la plus forte concentration au monde de maladies négligées. Le mélange de régions semi-désertiques et de marécages facilite les vecteurs des maladies tropicales. Citons la toute nouvelle maladie mortelle inexplicquée (lire VS sept oct) dont le premier symptôme est que le patient lance la tête en avant et en arrière. Puis celle du ver de guinée due à un parasite microscopique présent dans les eaux stagnantes qui peut mesurer plus d'un mètre quand il est ingéré par des êtres humains ; après un an de souffrance atroce, il émerge de la peau où on l'enroule petit à petit autour d'une brindille. La maladie du sommeil cause des dommages irréparables et souvent la mort. Une véritable épidémie de kala-azar s'étend dans le Haut-Nil Est ; ainsi dans la petite ville de Bimbim, MSF a dû accueillir 150 malades et en accueille 20 de plus par jour. La plupart ont perdu au moins un membre de leur famille de la maladie ; le kala-azar intestinal est propagé par la mouche des sables, c'est une maladie mortelle qui se répand beaucoup parce que la population, mal nourrie, a très peu de résistance. Enfin la malaria, la tuberculose et la lèpre sévissent. La guerre civile a empêché les scientifiques de se faire une idée claire des pourcentages de sida (IRIN 22 12, International Herald Tribune 18 12).

(Comme par hasard, comme par exprès - suite de la page 1)

Pétrole avec des représentants des deux côtés sera établie pour diriger le secteur pétrolier. L'accord fournit un certain nombre de garanties pour le Sud et les autres régions affectées par la guerre ou marginalisées ; les régions sous-développées devront être menées au même niveau de services publics et de développement que les Etats du Nord. Les gens dont les droits ont été violés par l'exploitation pétrolière ont droit à dédommagement. Les communautés où les activités pétrolières ont lieu, ont le droit de participer par leurs Etats/ régions respectifs à la négociation des contrats. Les contrats pétroliers existants seront respectés contrairement à ce que souhaitait Garang, y compris les contrats avec la société indienne étatique ONGC Videsh signés après l'accord de Machakos de juillet 2002.

Des Commissions sont prévues pour arbitrer les disputes concernant la terre. Un double système

bancaire est décidé, l'un islamiste dans le Nord, l'autre, dépendant du premier, mais laïc dans le Sud.

Tout ceci servira-t-il à quelque chose ? Les Etats-Unis souhaitaient que la paix soit signée chez eux ; ce fut refusé à juste titre. Si leur but essentiel n'était pas d'obtenir le vote aux présidentielles des deux cents à trois cent mille électeurs qui s'intéressent au Soudan, les Américains auraient d'autres soucis à se faire. Leur précipitation leur a fait préférer des pourparlers à deux, qui ne tiennent compte ni des oppositions du Nord, ni de celles du Sud. Leur désir de voir 10 000 casques bleus au Soudan ne semble pas rencontrer l'enthousiasme du gouvernement soudanais. Quand et si un accord de paix est signé, sera-t-il respecté ? Sera-t-il accompagné de démocratie comme Khartoum l'a promis au chef de l'Alliance Nationale Démocratique, El Mirghani ?

Bételgeuse

*Vigilance Soudan
présente ses meilleurs voeux
à tous ceux qui fêtent l'Eid el Adha*

Un nouveau terrain de chasse

Lettre de l'Océan Indien 20 12 03

La perspective de la paix et d'une levée des sanctions américaines d'ici un an fait piaffer d'impatience les organisateurs de safaris de chasse.

Un organisateur de safaris de chasse a déjà pris de l'avance sur ses concurrents en vue de l'éventuel lancement de cette activité au Soudan à la faveur de la signature d'un prochain accord de paix entre les belligérants soudanais. Il s'agit de **Thomas Mattanovich** qui a signé avec la **Sudan People's Liberation Army (SPLA)** du colonel **John Garang** fin 2002 un accord l'autorisant à effectuer des safaris de chasse au Sud Soudan. Mattanovich a passé cet accord au nom de sa société **Wildlife Safaris Ethiopia** et s'est ensuite associé à **Swanepoel Scandrol Safaris** pour préparer le lancement de cette activité au Sud Soudan. Mais outre les problèmes récurrents de sécurité, la mise en oeuvre de ce projet s'est heurtée aux sanctions américaines envers le Soudan qui interdisent aux citoyens américains d'avoir quelque relation commerciale que ce soit avec le Soudan.

Mattanovich espérait alors que ces sanctions ne seraient pas renouvelées par le président George Bush ou alors qu'il pourrait obtenir une exemption pour les activités de chasses dans le Sud Soudan, cette zone étant administrée par les rebelles de la SPLA. Mais tel n'a pas été le cas et les sanctions ont été renouvelées récemment pour un an. En attendant son heure, Mattanovich a donc orienté ses efforts promotionnels vers des clients non américains.

L.O.I. Une autre société envisageait de démarrer des activités similaires en Ethiopie dans la région de Gambella située non loin de la zone du Sud Soudan ou Mattanovich espère lancer ses safaris. Il s'agit de **l'Ethiopian rift valley safaris** de **Nassos Roussos**, qui est représentée aux Etats Unis par **Richard Elliott**, et s'attendait à obtenir une concession de chasse dans cette zone courant 2003. Mais, la région de Gambella est en proie ces dernières semaines à une agitation parmi les réfugiés soudanais ayant engendré des affrontements.

HARCÈLEMENT AMÉRICAIN

De nombreux observateurs américains se trouvent au Kenya et font plus que régler les notes d'hôtel des négociateurs. Le Secrétaire américain adjoint aux affaires africaines, Charles Snyder, a passé son temps entre Khartoum et le Kenya pour faire avancer les pourparlers.

- 27 11** Appel téléphonique de Colin Powell à Béchir.
 - 05 12** Selon un officiel américain au Kenya « La possibilité de mettre de grandes sommes d'argent dépend de l'époque...si l'accord arrive en février ou en mars, cela limite les possibilités... Les Etats-Unis pourraient donner 200 millions de dollars par jour ». (Pendant combien de temps ?).
 - 08 12** Bush téléphone à Béchir et à Garang pour les inviter à résoudre leurs différends et à signer l'accord de paix à Washington. Le téléphone à Garang dure 20 minutes.
 - 09 12** Parlant au US-Sub Saharan Africa Trade à Washington, Powell déclare « Je suis optimiste, il est possible de finaliser l'accord à la fin du mois ».
 - 11 12** Charles Snyder dit à des reporters que la paix est possible avant Noël.
 - (20 12)** Appel téléphonique de Kofi Annan à Béchir.
 - 30 12** Powell téléphone à Béchir et à Garang : « ne laissez pas la paix vous échapper ».
 - 12 01** Béchir reçoit un appel de l'envoyé spécial américain John Danforth.
 - 14 01** John Danforth rencontre les négociateurs au Kenya. Il fait des suggestions à la délégation gouvernementale concernant les trois régions. Un des délégués soudanais, furieux, tape du poing sur la table.
 - 16 01** John Danforth rencontre le président kenyan pour pousser le processus de paix.
 - XX 01** Bush téléphone à Ali Osman Mohammed Taha, Garang et Béchir.
 - 26 01** D'après le journal Al Hayat basé à Londres, les Américains voudraient que les pourparlers se poursuivent aux Etats-Unis sous leur supervision directe.
 - Fin janvier** Condolezza Rice aurait aussi appelé les négociateurs plusieurs fois.
 - 27 01** Visite à Khartoum du commandant des forces d'intervention d'urgence américaines dans la Corne de l'Afrique.
 - 29 01** Communiqué de l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum.
- Selon Tourabi les billets d'avion pour les Etats-Unis seraient déjà achetés pour permettre la signature ou la célébration de la signature de paix.
- Au contraire, l'Union Européenne a fait savoir qu'elle pensait que les Soudanais devaient avoir le temps nécessaire pour faire la paix.

TERRORISME

Un Soudanais a été arrêté à l'aéroport de Heathrow à Londres alors qu'il était en transit en provenance de l'aéroport Dulles à Washington, pour possession d'armes (5 balles d'après une source anonyme). Son oncle a déclaré qu'il n'était pas islamiste, qu'il rentrait au Soudan pour les condoléances à la mort de son père et qu'il pensait que les « armes » avaient été mises dans ses poches par les services de sécurité britanniques, désireux de montrer que la sécurité américaine n'était pas efficace.

L'Ouganda dans sa guerre contre le rebelle sanguinaire Kony souhaite que Khartoum établisse bientôt un gouvernement au Sud-Soudan qui pourrait le maîtriser quand il s'y réfugie. En octobre, l'Ouganda a dit diplomatiquement que des officiers « non autorisés » soudanais fournissaient une grande quantité d'équipement à Kony, actuellement dans les Monts Imatong au Soudan. Il a fait remarquer que bien que le Soudan soit censé l'aider, des camps abandonnés de Kony avaient été trouvés récemment avec des caches d'armes. Enfin la paix diminuerait le trafic des armes légères (The East African 12 91, Reuter 13 01). Kony semble avoir subi des défaites face à l'armée ougandaise. Toutefois en Equatoria des commandants Dinka ALPS refusent de se battre contre Kony (Africa Confidential 26 01).

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

DARFOUR

Intensification de la Guerre

Pendant les pourparlers de décembre le Mouvement de Libération du Soudan (SLM) disait avoir tué 353 militaires au combat et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) 700 soldats et miliciens *Janjaweed*. Après cet échec gouvernemental, le couvre-feu fut imposé dans les villes du Darfour, et Khartoum se prépara au combat. Dans la défense de la ville de Tinné sur la frontière tchadienne, les rebelles auraient tué 1 000 soldats et miliciens et descendu 3 hélicoptères (Reuter 19 01). Mais les forces gouvernementales ont repris Tinné et huit autres localités.

Droits de l'homme et Droit Humanitaire désastreux

Pendant ce temps des réfugiés récemment arrivés au Tchad (en plus, 30 000 en décembre, 18 000 en janvier) racontent toujours des atrocités. Les miliciens pro-gouvernementaux *Janjaweed* souvent soutenus par l'armée soudanaise, attaquent les villages au petit matin, ils tuent les gens dans la rue avant de piller les maisons et de voler les troupeaux. Femmes et jeunes filles sont violées et kidnappées. Amnesty International a corroboré ces exactions à très grande échelle dans son rapport.

Le nombre de personnes déplacées s'élève désormais à 670 000 dont l'immense majorité sont Zaghawa, Masalit et Four (africains). Seuls 15 % d'entre eux peuvent être assistés ; ce n'est pas manque de moyens mais faute de sécurité. Ils sont établis près des zones de combat dans des camps et l'Etat n'autorise pas l'aide en dehors de ces camps, dit MSF. De plus les autorités ont entrepris d'emmener au loin 10 000 personnes déplacées qui étaient dans des camps près de Nyala, ce qui leur permettait d'y avoir de petits boulots et assurait leur sécurité ; ces déplacés se sont enfuis. Les permis pour les travailleurs humanitaires sont fort difficiles à obtenir. Les Nations-Unies ont demandé au Soudan et au Tchad, à avoir plus d'accès aux déplacés et aux réfugiés. Pour le Soudan ce sera chose faite quand il aura reconquis le terrain perdu.... Les réfugiés installés au Tchad près de la frontière sont en danger à cause des raids de milices et des attaques d'hélicoptères transfrontaliers apparemment acceptés par le Tchad, et les Nations-Unies s'emploient à les emmener à l'intérieur du pays. Cela sera-t-il suffisant ?

La faute des voisins

Béchir a repris les accusations soudanaises contre tout un chacun censé soutenir la rébellion. Il s'agit d'abord de Tourabi. « Simple prétexte pour le réarrêter » répondit le secrétaire général assistant du parti qui déclara dans le sermon du vendredi suivant : « Le gouvernement et sa tyrannie sont la cause essentielle de l'instabilité au Darfour ». Curieuse est une des causes de cette accusation : le MJE se montrerait trop intelligent et Khartoum y verrait la patte de Tourabi. Vient ensuite l'Erythrée. Le Soudan a déposé une plainte auprès de l'Union Africaine et du Conseil de Sécurité des Nations-Unies concernant l'Erythrée. Ce pays a répondu que le Soudan avait été d'accord avec Addis-Abéba pour emmener des milliers de Falachas (Juifs noirs) en Israël. C'est totalement vrai, c'était du temps où l'Erythrée n'était pas indépendante, avant le coup d'Etat soudanais, et cela n'a pas été fait gratuitement. Les Falachas prirent l'avion au Soudan.

Béchir accusa aussi le M/ALPS, Israël et un pays proche non mentionné : il s'agit à l'évidence de la Lybie non citée par solidarité arabe ; certaines voix s'élevaient contre le Tchad lui-même. Elle s'arrêtèrent quand Déby menaça d'arrêter sa médiation. Pour Amnesty International, le gouvernement ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Il est certain que les conflits qui durent ont une cause interne. Les gens du Darfour appartenant à la diaspora dans le Golfe apporteraient une aide importante au SLM et au MJE.

Paix : Les larmes de crocodile de Béchir

En décembre le MJE, rebelle, a refusé de se joindre aux pourparlers de paix qui devaient reprendre le 14 décembre au Tchad : il veut des pourparlers séparés et la présence d'observateurs internationaux. L'autre rebelle, le MLS était peu optimiste sur les pourparlers, les cessez-le-feu n'avaient pas été respectés. Les tractations ne furent pas longues. Le SLM demandait un gouvernement fédéral sous son commandement pendant la

période transitoire, le commandement des forces militaires et 13% des revenus pétroliers. Khartoum a jugé ces demandes inacceptables.

Béchir a versé quelques larmes de crocodile sur les malheureux qui vivaient parfaitement heureux au Darfour et ont été déplacés par les méchants rebelles, et déclaré que toutes les ressources du pays seront dirigées vers la suppression de la rébellion. Il a fait engager des procédures contre les rebelles d'après les lois anti-terroristes. L'un d'eux a déjà été condamné à mort. Depuis le SLM a indiqué vouloir reprendre les négociations avec Khartoum sous trois conditions : l'autorisation d'accès aux agences humanitaires en zone rebelle, des investigations sur les abus des droits de l'homme et sur les allégations que les civils avaient été visés dans le conflit.

Un commentaire de l'International Crisis Group (ICG) allait alimenter de nombreuses discussions. Pour l'ICG, le conflit croissant au Darfour pourrait miner le processus de paix Nord/Sud ; la fin de la guerre du Sud pourrait servir de catalyseur pour un nouveau chapitre sanglant au Darfour. Il conviendrait donc d'élargir au Darfour les négociations avec le M/ALPS. Le Président Béchir s'en émut et déclara que les « escarmouches » au Darfour n'auraient aucune influence sur les négociations Nord/Sud. L'accord du SLM avec le Congrès Béja de l'Est ne faisait qu'enfoncer le clou malgré la faiblesse de ce dernier.

Pour un membre du Département d'Etat qui se veut anonyme, « la vérité est que ce qui est dans l'accord [Nord/Sud] pourrait aisément être transféré au problème de l'Ouest ». A quoi le Ministre des affaires Etrangères répondit qu'il n'en était pas question.

Les Etats-Unis et l'Angleterre sont en compétition avec la France et l'Allemagne pour essayer de ramener la paix au Darfour ; le tchadien Déby jouant le même rôle que le Kenya dans le conflit du Sud. Villepin doit se rendre en février à N'Djamena et Khartoum. Il s'agirait d'imposer un partage du pouvoir et des richesses un peu comme au Sud.

MILITAIRE

Les nouveaux pays adhérents à l'Union Européenne, les pays candidats, les pays candidats potentiels, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège souscrivent à la position commune de l'Union européenne concernant son embargo sur les armes, munitions et équipements militaires à destination du Soudan.

Le ministre de la Défense soudanais a déclaré que son pays avait un projet ambitieux sur 20 ans pour développer son armée. « Nous voulons tout l'équipement produit par l'Inde ». L'Inde de son côté s'est engagée au transfert de technologie de défense au Soudan (PT 01 14 12). Cela inclut-il la bombe atomique ?

Le même ministre modifie les équilibres au sein de l'armée. Il met à la retraite des officiers qui ne sont pas membres du Congrès National (Africa Confidential 26 01) et probablement les nombreux soldats venus du Darfour.

Du temps du président centrafricain Ange Patassé des militaires africains avaient été envoyés à l'ALPS pour s'entraîner afin de constituer la garde présidentielle. Exit Patassé, arrive François Bozize qui devrait demander à Béchir d'intervenir auprès de Garang pour que ces hommes lui soient retournés, ce qui sécuriserait les relations entre les deux pays. Une situation similaire existerait avec le Tchad. Plusieurs dizaines de rebelles tchadiens suivraient un entraînement avec l'ALPS (LOI 20 12).

FEMMES DU SUD

IRIN (traduits et adaptés par Vigilance Soudan)

L'agence de presse des Nations-Unies à Nairobi vient de produire plusieurs études sur les femmes du Sud-Soudan. Un des points fréquemment soulevés est la tradition concernant les arrangements matrimoniaux chez tous les peuples nilotiques, une grande partie de la population sud-soudanaise. C'est là que le manque relatif de pouvoir des femmes peut être le plus aisément compris. Pour la survie du groupe, la redistribution et le partage des richesses sont indispensables : la cheville ouvrière en est la dot. Quand une jeune fille se marie, son époux doit régler une dot à sa famille, habituellement sous forme de bétail. Cela donne lieu à de nombreuses discussions, la famille de la jeune fille sachant très bien quelles sont les meilleures vaches de la famille du mari. Si la dot n'est pas entièrement payée, la famille de la jeune fille peut la reprendre même si elle a plusieurs enfants et qu'elle vive contente avec son mari ; si le mari ne paie qu'un petit quelque chose pour récupérer sa femme, l'opération recommencera peu après. Alors que la femme nilotique est libre du choix de son époux, une fois mariée elle a « les vaches sur le cou », comme disent les Nouer. Le divorce de la femme est quasi impossible car elle doit obtenir le consentement de toute la communauté et surtout des siens qui devront rendre le bétail - ce à quoi ils sont fort réticents. L'épouse doit aussi subir la coutume du lévirat qui l'oblige à épouser son beau-frère si elle devient veuve sans enfant (VS).

Qualité de vie

Un sous-développement historique, plus de 20 ans de guerre et les inégalités dans le pouvoir traditionnel font que les femmes du Sud sont parmi celles qui présentent les pires indicateurs au monde de qualité de vie.

Ceci dans un temps où une réduction drastique du nombre d'hommes impose toutes les responsabilités aux femmes. Les hommes sont partis combattre. Ils se sont aussi rendus à dans le Nord ou à l'étranger pour faire des études ou avoir une formation. D'après l'UNICEF les estimations dans le Bahr el Ghazal mettent la population masculine à 25% du total.

Les femmes laissées sont responsables du maintien en vie de leurs familles dans des sociétés traditionnelles qui leur donnent un statut inférieur, un mauvais accès aux activités génératrices de revenus, peu de possibilités d'éducation et peu ou pas de réparations légales.

Du fait du statut matrimonial, la femme ne possède rien et n'a pas de revenu à elle.

Des estimations faites par un groupe des plus grandes agences d'aide suggèrent que le taux d'alphabétisation féminin pourrait ne pas dépasser 10%. Même parmi les femmes alphabétisées, peu sont allées à l'école secondaire. Quand les garçons vont en classe, les filles doivent aller chercher de l'eau, souvent très loin, écraser le grain ou s'occuper des petits.

Un Soudan pacifié aura besoin, particulièrement dans le Sud désavantagé historiquement, de toutes les personnes éduquées qu'il peut rassembler pour avoir les médecins, les avocats et les enseignants nécessaires à un développement durable.

Quand on demande aux femmes qui vivent au Sud-Soudan ce qui leur est le plus nécessaire, elles répondent immédiatement l'éducation. Il est vrai que, avec l'insécurité et les cycles de déplacement, l'éducation n'est qu'un rêve pour beaucoup d'enfants, garçons et filles.

Cependant quelques tentatives ont été faites pour l'éducation des filles. Dans la région de Rumbeck, au Bahr el Ghazal, sur initiative de l'UNICEF, 36 écoles de filles ont été bâties, 10 autres seront ouvertes sous peu. Pour garder un niveau de fréquentation scolaire élevé et celui des abandons faible, il n'y a pas de frais de scolarité, la classe ne dure que trois heures par jour et pour éviter les longs trajets, ne sont admises que les élèves vivant à moins de 15 minutes de marche de l'école. Ces dispositions ont beaucoup augmenté la fréquentation scolaire des filles et on

espère qu'après trois ans de scolarité elles pourront rejoindre soit l'école communautaire locale, soit l'école des filles de Rumbeck.

D'autres difficultés s'élèvent ; les pères, quand ils sont là, doivent être convaincus que les filles ont autant besoin d'éducation que les garçons. Leur mentalité commence lentement à changer car ils voient que l'éducation permet aux filles d'améliorer la santé de leur famille en réduisant la mortalité infantile et de gagner leur vie. Tout cela augmente leur valeur au moment de la discussion sur le montant de la dot.

Risques à la naissance au Sud-Soudan

Dans quelques régions affectées par la guerre, le taux de morts maternelles à l'accouchement s'élève à 865 pour 100 000 (UNICEF), alors que le taux pour l'ensemble du Soudan est de 550 pour 100 000 (Rapport sur le Développement Humain des N.U.).

Quand une femme accouche au Sud-Soudan, il n'y a le plus souvent ni médicaments pour atténuer la douleur, ni chirurgien pour pratiquer une césarienne. Une complication fréquente de l'accouchement est l'apparition d'une fistule.

Les fistules surviennent d'habitude quand le travail se prolonge trop longtemps. La tête du bébé s'appuie contre le pelvis de sa mère et empêche le sang d'irriguer les tissus fragiles entourant la vessie, le rectum et le vagin. Les tissus pourrissent bientôt laissant place à une fistule. Dans le pire des cas, cela peut causer la mort par infection et arrêt des reins. Selon l'OMS, il y a quelque 2 millions de fistules obstétriques dans le monde et l'on compte 50 000 à 100 000 cas nouveaux par an.

Les fistules peuvent être prévenues et il n'y en a virtuellement pas de cas quand il ne s'agit pas de grossesses chez des femmes très jeunes, ou quand des soins médicaux adaptés sont donnés. Les patientes atteintes peuvent être guéries grâce à une chirurgie reconstructive qui obtient 90% de succès et coûte de \$100 à \$400. Cependant beaucoup de femmes au Sud-Soudan et en Afrique sub-saharienne, soit ignorent que le traitement existe, soit sont incapables d'y avoir accès et de se l'offrir*.

Elles continuent à vivre dans la douleur, souvent rejetées par leur mari et la communauté à cause de l'odeur d'urine. Sans aucun soutien familial, sans revenu à elles, ces femmes sont dans une situation désespérée. Certaines en sont réduites malgré leur état, à la prostitution, ce qui augmente leur vulnérabilité sociale et physique.

Ce ne fut pas le cas de Nyanut qui ayant entendu parler de traitement à Rumbeck, put arranger le transport, grâce à son statut d'épouse d'un soldat ALPS. Le voyage de plusieurs jours en 4x4 sur des pistes de brousse fut très pénible. A son arrivée on ne lui donna que des soins palliatifs, car à cette époque il n'y avait pas de chirurgien formé aux fistules. Elle attendit 2 ans l'opération. Depuis l'arrivée de Nyanut il y a eu quelques progrès, un chirurgien vient une fois par an, et viendrait plus souvent si 10 patientes attendaient. L'ONG italienne *Comitato Collaborazione Medica*, forme maintenant des chirurgiens à opérer césariennes et fistules*. D'autre part, les efforts de *Santé de la Mère et de l'Enfant*, subventionné par l'UNICEF, incitent, dans les environs de Rumbeck, à repousser l'âge du mariage et de la première naissance, à donner une meilleure éducation et à travailler avec l'aide des sage-femmes traditionnelles et des travailleurs de santé communautaires.

Parce qu'elle est guérie, Nyanut serait maintenant acceptée dans sa communauté mais elle préfère travailler à l'hôpital bien qu'elle ait laissé ses trois enfants au village.

*A l'hôpital de Khartoum, un bloc opératoire offert dans les années 80 par les Amis de Soeur Emmanuelle est destiné à opérer les seules fistules. Avant son existence on pouvait voir dans une courette de l'hôpital plusieurs dizaines de femmes venues de toute l'Afrique de l'Est en attente de l'opération pendant parfois 18 mois.

(à suivre)

PÉTROLE ET ECONOMIE

Après l'annonce par le ministre des Mines soudanais devant le ministre français du Commerce Extérieur que **Total** retournait au Soudan dans les quatre premiers mois de 2004 après 20 années d'interruption d'activités dues à la guerre, un responsable de la société a déclaré que celle-ci ne reprendrait pas sa prospection dans ce pays **tant qu'un accord de paix définitif** n'y aura pas été signé et tant que la paix ne sera pas effective sur le terrain. Un forum d'hommes d'affaires français et soudanais travaillant dans l'outillage, l'industrie alimentaire et les ressources animales a eu lieu à Khartoum.

L'accord sur le partage des richesses entre Khartoum et l'ALPS stipule que les contrats pétroliers signés par Khartoum, même après Machakos resteront valides. Selon la Lettre de l'Océan Indien, Garang espérerait toutefois grâce à ses représentants au ministère du Pétrole et à la Commission Nationale du Pétrole trouver des astuces juridiques permettant de les abroger. En attendant Khartoum se précipite pour signer de nouveaux contrats. **ONGC Videsh** prévoit d'investir 650 millions de dollars dans une raffinerie de pétrole et 200 millions de dollars dans un oléoduc. Toutefois, le gouvernement indien lui a donné pour instructions de ne pas s'engager seul dans ce projet mais de partager les risques avec d'autres firmes (The Telegraph, Calcutta, 06 12). D'autre part, ONGC Videsh est en pourparlers avec Gulf Petroleum Company et le groupe Al Thani pour acquérir une participation dans les blocks 3 et 7 dans le Haut-Nil Est où la production doit commencer en 2005 et atteindre 10 millions de tonnes par an. L'achat comprendrait aussi la route surélevée (The Telegraph 20 12). Les revenus qu'ONGC Videsh a eu de ses investissements au Soudan dépasseront les 23% prévus. Le 19 01 le Soudan demandait à ONGC de remettre gratuitement à la société nationale soudanaise Sudapet 5% de sa participation dans les blocks 5 A et 5 B étant donné tout ce que le pays avait fait pour la compagnie (Business standard New Delhi). D'autre part, on s'attend à ce que le **CNPC chinois** commence la production pétrolière au Kordofan (Nord-Soudan) avec 60 000 b/j, dans le block 6.

Le Fonds Monétaire International a félicité le Soudan pour les améliorations apportées dans ses systèmes financiers et d'échanges internationaux et s'attend à ce que le Soudan puisse rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce dans 5 ans. Le Soudan a renforcé son système fiscal et accru la transparence des comptes financiers pétroliers. La croissance du produit national brut atteindra vraisemblablement 5,8% en 2003 /5,5% en 2002 ; tandis que la croissance du secteur pétrolier atteindra 13,8% /24,7% en 2002 (DPA 19 12). Le FMI a toutefois mis un bémol à ses compliments : la gestion des dépenses gouvernementales ne s'est pas suffisamment améliorée et les objectifs en matière de contraction de la dette extérieure provenant d'emprunts à taux non concessionnels ne sont pas respectés. Khartoum a en effet contracté deux emprunts de ce genre auprès de la Chine, l'un de 41 millions de dollars pour des pièces détachées d'avion, l'autre de 106 millions de dollars pour l'acquisition d'équipements militaires. Khartoum a expliqué qu'il essaierait d'annuler une partie de ces emprunts. **Le gouverneur de la Banque du Soudan** a ajouté que les exportations de pétrole apporteraient 1,958 milliard de dollars, les autres exportations amenant 472 millions de dollars. L'investissement étranger atteindra à la fin de l'année 1 milliard de dollars. Il a ajouté que, à la suite de l'accord de partage des richesses fait avec le MLP, il formerait du personnel sudiste pour l'aider à faire marcher le système bancaire au Sud. Pour répandre la culture bancaire au Sud, une branche de la banque centrale a été ouverte à Wau au début de l'année 2003 pour opérer avec la branche de Juba. Il a ajouté que des arrangements avaient été faits pour augmenter le capital de l'Ivory bank

de 12 millions de dollars, sans dire quel était le capital précédent. L'Ivory bank fut établie en 1994 en partenariat entre le gouvernement central, les Etats du Sud et le secteur privé. (dpa 19 12, LOI 03 01, AFP 25 12). **Il est à noter que toutes ces dispositions ne sont pas contenues dans l'accord de partage des richesses** signé avec le M/ALPS.

Les parlements d'Ouganda, du Kenya et de Tanzanie veulent que l'Egypte et le Soudan paient pour les eaux du Nil dont la source est dans le lac Victoria dont ils sont riverains ce que la législation internationale ne permettrait pas, mais **tous ces Etats, ainsi que l'Ethiopie** n'acceptent pas que l'Egypte se conduise comme si le Nil lui appartenait et veulent renégocier le traité qui date de l'ère coloniale et a été signé par la puissance coloniale. Un parlementaire kenyan a dit que son pays devait importer des produits agricoles d'Egypte parce qu'il ne pouvait utiliser les eaux du Nil. Une déclaration du ministre adjoint des Affaires Etrangères kenyan selon laquelle **le Kenya n'acceptera aucune restriction sur l'utilisation du Lac Victoria et du Nil** a mis le feu aux poudres. Le ministre des eaux égyptien a dit que cela correspondait à une **déclaration de guerre**. La contribution du Kenya aux eaux du Nil est mince mais l'Egypte redoute que l'Ethiopie en fasse autant.

Le barrage de la 4ème cataracte Les travaux ont commencé le 15 décembre (Reuter 14 12). Le Soudan et la Chine ont signé un contrat de 400 millions de dollars pour un programme d'électrification du barrage de Méroé. La société chinoise construira 7 sous-stations et érigera 1745 kilomètres de lignes électriques pendant une période de 3 ans et demi. On se souvient qu'Alstom a signé un contrat de 300 millions de dollars pour l'érection d'une station hydro-électrique. Le Fonds d'Investissement d'Abu Dhabi a approuvé 552 millions de dirhem pour la construction de ce barrage tandis que le Fonds arabe pour le développement social et économique prêtera 100 millions de dollars pour financer en partie la production d'électricité à la 4ème cataracte et par ailleurs 31,5 millions de dollars pour construire une route de Gédaref à Galabat en Ethiopie.

Divers Une délégation de haut rang des chemins de fer soudanais s'est rendue en Inde pour étudier la possibilité d'y acheter des wagons de voyageurs (PTI 27 12). L'Iran en a livré 180 et en fournira 320 autres. Deux sociétés malaises d'engineering, PJI et Sumatec ont gagné un contrat de **1,2 milliards de dollars** pour construire la **ligne de chemin de fer de Khartoum à Sennar et Haiya** (Reuter 23 01). Savoir si le financement est assuré n'est pas clair.

Le Kenya espère acheter du pétrole bon marché au Soudan, dès que la paix proche le lui permettra sans subir l'ire des défenseurs des droits de l'homme (Reuters 12 01). Le Royal Thai Group, en visite au Soudan, a émis le désir d'investir dans des projets d'infrastructure - eau, construction (SUNA 23 12). Le ministère du Commerce extérieur a appelé à l'augmentation du commerce avec l'IRA (Asia Pulse 01 03).

Thuraya, une **société de télécommunications basée aux Emirats Arabes Unis**, et Sudatel, la société soudanaise de télécommunications ont annoncé la formation d'une joint venture sous le nom Thuraya-Sudatel. La nouvelle société sera responsable de l'établissement et de la vente de téléphones mobiles et de lignes fixes fonctionnant par satellite, y compris dans les régions rurales éloignées. Le capital de la nouvelle société s'élève à 2,5 millions de dollars dont Thuraya aura 80%.

AFFAIRES ETRANGÈRES

La conférence ministérielle de coopération **Chine/Afrique** s'est tenue à Addis-Abéba mi-décembre. La Chine a effacé les dettes africaines (dont le montant nous est inconnu). Béchir a dit que la Chine était son partenaire commercial le plus important et que les hommes d'affaires chinois sont bienvenus pour investir au Soudan. Lors de la visite à Khartoum du Ministre des Affaires étrangères chinois, il a été convenu que la Chine travaillerait pour un Soudan uni, et le Soudan contre toute intention de reconnaître Taiwan par la communauté internationale (DPA 06 01).

Au sommet de coopération tri-partite de Sana'a, **Ethiopie, Soudan, Yémen**, ont parlé de renforcer leurs liens économiques et culturels et aussi leur coopération dans la lutte contre le terrorisme. Ils ont aussi déclaré que chacun des trois pays avait la capacité de se défendre contre l'Erythrée « un fauteur de guerre » (Radio éthiopienne, AFP, AP 29 12). L'Ethiopie a de mauvaises relations avec l'Erythrée à cause de désaccords sur les frontières à la suite de la guerre 1998-2000 ; l'Ethiopie n'a pas accepté l'arbitrage international à ce sujet. Le Soudan a également de mauvaises relations avec l'Erythrée qui a probablement soutenu l'offensive de l'Alliance Nationale Démocratique dans l'Est du Soudan à l'automne 2002, et qu'il accuse de soutenir la rébellion du Darfour.

Le troisième sommet du forum de Sana'a aura lieu à Khartoum en décembre 2004 (ENA 30 12).

Le sommet des **syndicats africains** s'est tenu à Khartoum les 10 et 11 janvier. Ils ont surtout parlé de paix en Afrique.

Des Parlementaires égyptiens et soudanais se sont rencontrés au Caire. Ils cherchent à avancer des projets d'intégration entre les deux pays (MENA 08 01). Les **Présidents égyptiens et soudanais** ont signé un accord prévoyant 4 types de libertés dans les échanges, liberté de mouvement, liberté de séjour, liberté de travail et liberté de propriété, ainsi que des accords sur la coopération dans l'industrie et l'agriculture (DPA 16 01). **Ces accords auraient pavé la route vers l'intégration. Il semble que l'Egypte pense que cette intégration empêcherait les Sudistes de voter pour l'indépendance...** ce qui nous laisse perplexe.

Béchir a téléphoné à **Chirac** pour lui faire ses condoléances au sujet du crash de l'avion à Sharm el Sheikh. Il en a profité pour lui renouveler son invitation à se rendre au Soudan (TV soudanaise, 07 01). Le ministre du Commerce extérieur français, François Loos, s'est rendu à Khartoum pour la foire internationale où 46 sociétés françaises ont exposé. Il a été reçu par Béchir et différents ministres. Il a fait part de son souhait d'une augmentation des échanges économiques français (AFP 15 01) Il aurait aussi dit que la France soutiendra la candidature soudanaise à l'Organisation Mondiale du Commerce, qu'elle prévoit de rééchelonner les dettes soudanaises à travers le club de Paris. La France travaille à améliorer les voies ferrées, l'électricité et l'industrie sucrière dans le Nil Blanc (SUNA 16 01). Chirac a reçu brièvement le Ministre des Mines et le sous-secrétaire d'Etat aux affaires Etrangères soudanais (AFP 19 01). **Villepin** devrait aller courant février à N'Djamena et à Khartoum pour tenter d'apaiser le conflit au **Darfour**.

L'OPPOSITION

La rencontre entre les grands chefs de l'opposition, Osman el Mirghani, chef de l'Alliance Nationale Démocratique, Saddiq el Mahdi, chef de l'Umma, John Garang, chef du M/ALPS et Hassan al Tourabi, chef du Congrès National populaire, qui aurait dû avoir lieu à Paris semble devoir maintenant se tenir en Erythrée. Son but serait de discuter la mise en oeuvre de l'accord entre Osman el Mirghani et le vice-président Taha concernant l'établissement de la démocratie après la signature de la paix (lire VS nov.déc., IRIN 17 12). Déjà, Sadiq al Mahdi et Tourabi ont mis en garde le gouvernement contre un processus de paix bilatéral qui ne tiendrait pas compte des régions marginalisées du Nord.

Depuis la signature de son accord entre le chef de l'Alliance Nationale Démocratique et le gouvernement, **Osman Al Mirghani** a rencontré au Caire le vice-premier ministre égyptien, et le secrétaire général de la Ligue Arabe pour leur en faire part, ainsi que le Président érythréen à Asmara (MENA 25 30 12, BBC 18 01).

Hassan al Tourabi accuse le gouvernement de tyrannie et de corruption. Un officiel du gouvernement lui aurait dit que 80% des officiels gouvernementaux étaient avec lui dans leur coeur et avec le gouvernement dans leurs poches (BBC 28 11). Il a accusé les Etats-Unis de ne pas jouer leur rôle de médiateurs dans le processus de paix mais d'exercer des pressions pour que la paix soit signée (BBC 12 12). A l'occasion de Noël il a appelé à l'unité des citoyens quelle que soit leur religion, à la liberté religieuse et au dialogue inter-religieux (BBC 26 12). Il a nié jouer un rôle dans la rébellion du Darfour, quoique de source diplomatique, le Mouvement pour la Justice et l'Egalité

se soit étendu grâce à lui (AFP 30 12). Enfin l'administration britannique lui a demandé d'user de son influence spirituelle et politique pour améliorer la situation en Afghanistan et dans le monde arabe, ce qu'il a accepté, demandant à l'archevêque de Cantorbéry de participer au dialogue.

Dans une interview accordée à Al Hayat, il a déclaré - sur la démocratie : il ne peut y avoir d'unité dans le pays sans liberté et changement démocratique [Pourquoi ne l'a-t-il pas fait quand il était au pouvoir ?].

- sur la paix : "nous ne savons pas comment dans un système constitutionnel le pouvoir et les ressources sont partagés ainsi qu'une banque indépendante et une armée... Le danger de l'accord vient de ce qu'on laisse le Sud à John Garang pour qu'il le domine... Dans le Sud les gens aiment le Congrès National Populaire [son parti] parce que les dirigeants du parti sont allés en prison à cause du Sud".

Le parti au pouvoir a signé un accord avec le parti **Congrès Béja**, basé dans l'Est et membre de l'Alliance Nationale démocratique. Son président, Mohammed Sharif, est rentré de Londres (BBC 11 12 et 22 12). Cet accord ne **fait pas l'unanimité** ; une autre branche du Congrès Béja a **signé un accord avec le SLM** (rebelle du Darfour) selon lequel « ils poursuivront leur combat jusqu'à ce qu'ils soient débarrassés de la marginalisation, de la pauvreté, de l'ignorance et du retard ». Le congrès Béja a rejeté l'accord sur la sécurité signé par l'ALPS en octobre 2003. Il n'a que quelques centaines de soldats qui lancent des escarmouches non loin de la frontière érythréenne.